



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

BRE/ Section procédures environnementales

ARRÊTÉ

**Modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012
(prolongation de la durée d'autorisation et d'extraction)**

N° DCL-BRENV-2025-15-1

SA C2B

Zone portuaire sud
71380 EPERVANS

Carrière de Pierre-de-Bresse

Lieux-dits « La Bottière »,
« Terreau Barignot » et « L'Aubépin »

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-361-0008 du 26 décembre 2012 portant autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur la commune de Pierre-de-Bresse aux lieux-dits « La Bottière », « Terreau Barignot » et « L'Aubépin » à la société SA C2B ;

Vu la demande déposée le 22 juin 2023 complétée le 22 novembre 2024 par la société C2B dont le siège social est situé zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, en vue de prolonger la durée autorisation de la carrière de Pierre-de-Bresse de 2 ans ;

Vu le rapport du 5 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 16 décembre 2024 ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 06 janvier 2025 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 susvisé ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société C2B porte sur la prolongation de la durée d'autorisation de la carrière de 2 ans qui prolonge la durée d'extraction de

2 ans dans la limite des surfaces et des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant que les surfaces exploitables autorisées au sein de la carrière ont fait l'objet de fouilles archéologiques préventives préalables qui ont immobilisé l'activité d'extraction pendant 10 mois au total depuis la mise en service de l'installation ;

Considérant que la quantité totale de matériaux extraits autorisée par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2012 susvisé n'a pas été atteinte au 26 octobre 2024 (date de fin d'extraction autorisée en tenant compte de la prolongation de 10 mois suite aux fouilles archéologiques) ;

Considérant que la modification envisagée ne consiste ni en une extension géographique des surfaces exploitables autorisées, ni à un approfondissement de la carrière, ni en une augmentation des volumes de production annuels et totaux autorisés, ni en une modification des conditions d'exploitation ;

Considérant que la modification pré-considérée n'est pas substantielle au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les nouvelles conditions d'exploitation de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction de prescriptions complémentaires applicables à l'exploitant ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Identification

La société SA C2B dont le siège social est zone portuaire sud - 71380 EPERVANS, qui est autorisée à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires en eau sur le territoire de la commune de Pierre-de-Bresse, aux lieux-dits « La Bottière », « Terreau Barignot » et « L'Aubépin », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de monsieur le préfet, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 – Durées d'autorisation et d'extraction

L'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 susvisé est remplacé par l'article 2 du présent arrêté.

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 14 années soit jusqu'au 26 décembre 2026. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du titre II du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie préventive.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au moins un an avant l'échéance de l'autorisation soit le 26 décembre 2025.

La remise en état du site doit être achevée six mois avant l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 3 – Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 susvisé est remplacé par l'article 3 du présent arrêté.

Les matériaux extraits sont des matériaux siliceux (sables et graviers). La quantité maximale totale de matériaux à extraire est de 2 645 000 tonnes (ou 1 470 000 m³ environ). La production brute

maximale annuelle de matériaux extraits est limitée aux quantités suivantes :

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production brute maximale en tonnes	270 000	265 000	260 000	255 000	250 000	245 000

Années	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Production brute maximale en tonnes	240 000	235 000	230 000	225 000	170 000	170000	170000	0

La cote minimale d'extraction est de 167 m NGF. L'épaisseur maximum d'extraction est de 12 m (2,80 m de couverture et jusqu'à 9 m de gisement exploitable).

ARTICLE 4 – Montant des garanties financières

L'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 susvisé est remplacé par l'article 4 du présent arrêté.

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 3 phases, dont 2 quinquennales et une de 4 ans.

A chaque phase correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximal au sein de cette phase (ce montant inclus la TVA).

Phase	S1 (C1 = 15 555 €/ha)	S2 (C2 = 34 070 €/ha)	L (C3 = 47 €/m)	TOTAL en € TTC ($\alpha = 1,13155$)
Dernière phase s'achevant le 26 décembre 2026	1,4	2,3	630	156903

S1 (en ha) : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

L (en m) : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

Le montant des garanties financières pour la phase n° 3 (dernière phase s'achevant le 26 décembre 2026) est de 156 903 euros calculé avec le dernier indice TP01 connu de 129,1. Cette somme est à cautionner à compter de la date de notification du présent arrêté jusqu'au 26 décembre 2026.

ARTICLE 5 – Phasage

L'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 susvisé est remplacé par l'article 5 du présent arrêté. Le plan de phasage en annexe D de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2012 susvisé est remplacé par le plan de phasage en annexe 1 du présent arrêté.

L'exploitation se déroule suivant le plan en annexe 1 du présent arrêté en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et ces modificatifs et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume brut à extraire (m ³)
1	2013	102327	590529
2	2018	87962	584376
3	2023	49090	294540
Total		239379	1470000

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

ARTICLE 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'état dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société C2B dont le siège social est situé Zone portuaire sud - 71380 EPERVANS.

ARTICLE 7 - Exécution

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Louhans, M. le maire de Pierre-de-Bresse et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Mâcon, le 15 JAN. 2025

Le Préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnes CHAVANON

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à

compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
- b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MACON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

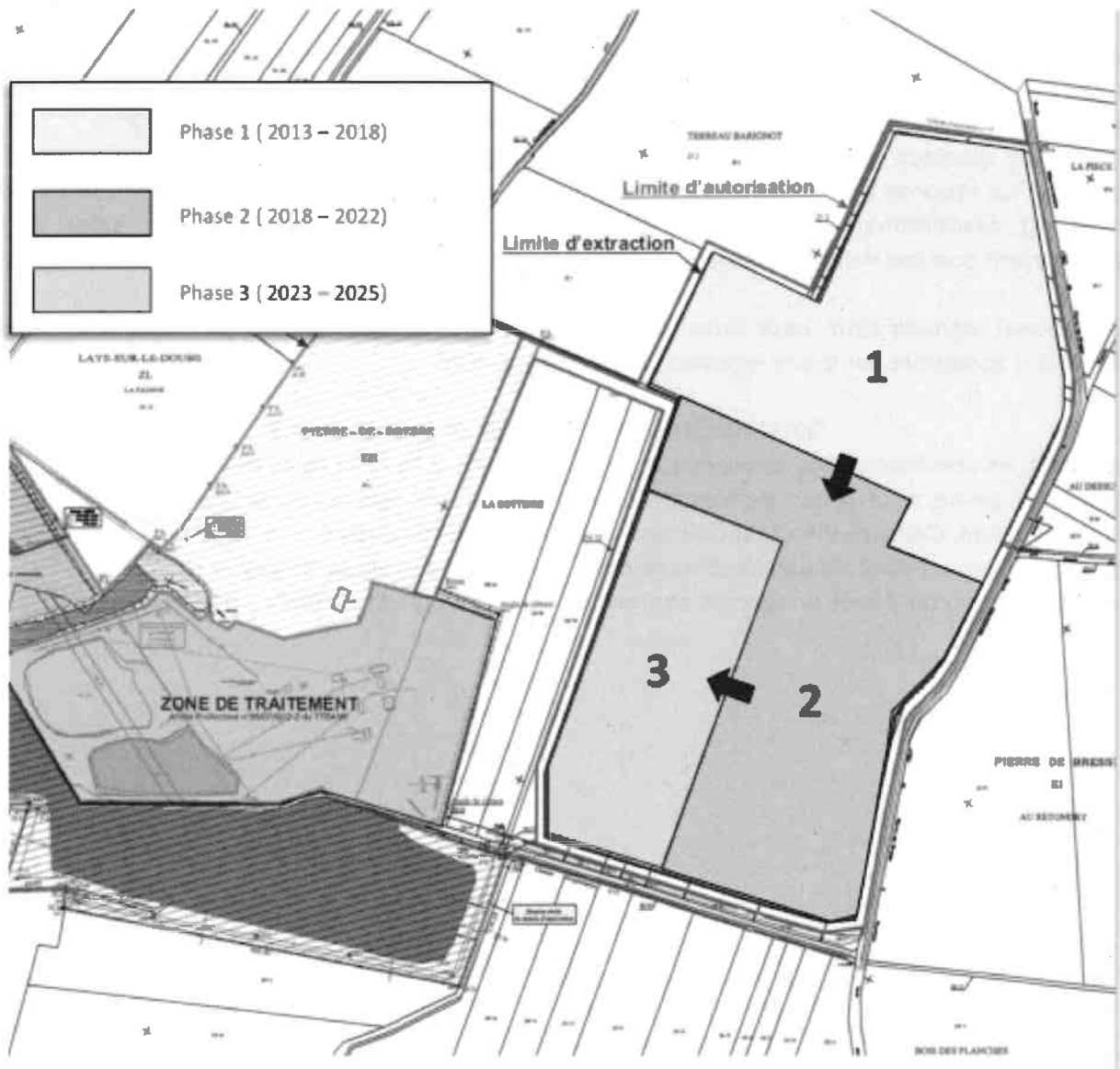
OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Annexe 1

Plan de phasage

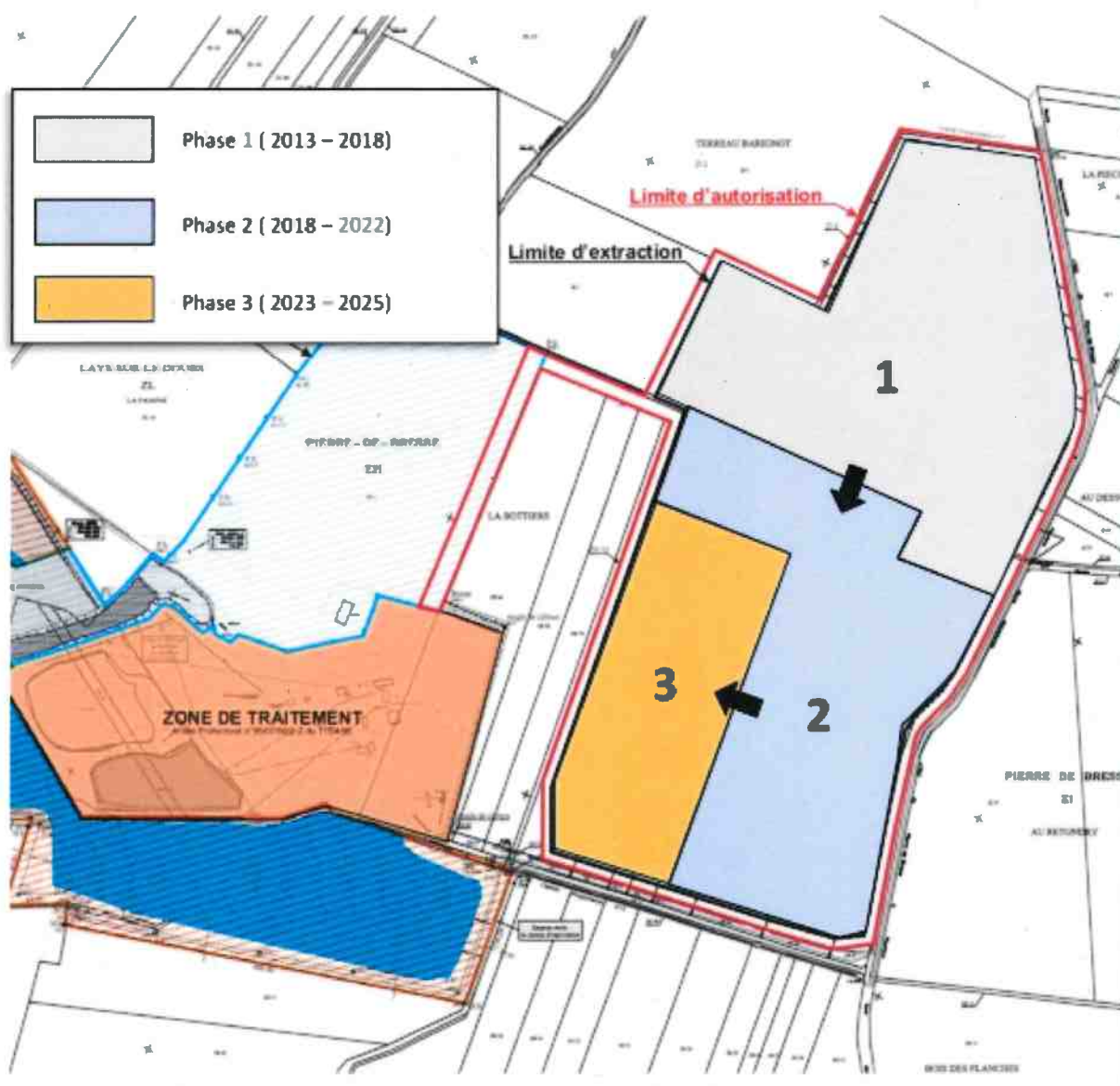
PLAN DE PHASAGE D'EXPLOITATION




Annexe 1

Plan de phasage

PLAN DE PHASAGE D'EXPLOITATION



Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Mâcon, le 15 JAN. 2025

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

